

Déplacements de population à Gaza : dans quel but ?

Olivier Passot, chercheur associé à l'IRSEM, membre de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient de la FMES (OS2MO).

Résumé

Au cours des premières phases de la guerre de Gaza déclenchée le 7 octobre 2023 par le Hamas, c'est manifestement pour atteindre des objectifs tactiques que les forces israéliennes ont déplacé les populations civiles à Gaza. Mais après trois mois d'opérations, l'absence apparente de plan prévoyant la réinstallation de la population après les opérations militaires conduit à s'interroger sur l'existence d'autres objectifs, de nature politique et stratégique, poursuivis par les Israéliens. A cet égard, revenir aux exemples et aux théories de la contre-insurrection permet d'identifier ce qui manque aujourd'hui dans la stratégie israélienne. L'éradication du Hamas ne pourra être effective sans détruire préalablement le contrôle que le groupe terroriste exerce sur la population, qui est la clé de sa force. Selon D. Galula, il faut proposer un « avenir meilleur » à la population pour qu'elle se détourne des insurgés. Cet avenir meilleur passe par un projet politique susceptible de faire adhérer la population palestinienne, qui soit acceptable à la fois par Israël et par un groupe suffisant d'acteurs internationaux désireux de trouver une issue négociée au conflit israélo-palestinien.

Paula Gaviria Betancur, Haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU a accusé Israël de viser à « changer de façon permanente la composition de la population de Gaza ». Selon elle, 85% des habitants de Gaza ont été déplacés de leur foyer depuis le 7 octobre¹.

Depuis le déclenchement des opérations israéliennes, presque tous les habitants de Gaza ont été contraints de quitter leur logement pour éviter les bombardements ou les combats. Beaucoup d'entre eux ont migré à plusieurs reprises, sans pourtant avoir accès à l'eau, l'alimentation et les soins essentiels. La question est de savoir si ces transferts de population sont des conséquences malencontreuses des opérations de Tsahal, qui visent à éradiquer le Hamas et libérer les otages, ou si ces mouvements de population sont poursuivis en tant que tel. Et, si tel est le cas, dans quel but ?

Pour tenter de répondre, on peut se référer à d'autres situations de guerre ou de crise au cours desquels la puissance dominante a recouru aux déplacements de population. De telles situations ont été observées dans le cadre d'affrontements asymétriques, lorsqu'une armée régulière affronte des groupes armés évoluant au milieu d'une partie de la population, sur fond d'irréductibilité ou de revendication identitaire.

Un gouvernement israélien d'urgence écartelé

Avant d'interroger ces exemples, il convient de souligner l'instabilité du cadre politique israélien, tandis que la campagne militaire est loin d'être terminée. Les mouvements de

¹ Déclaration faite le 27 décembre 2023.

population intervenus à Gaza s'inscrivent dans le cadre d'un plan d'opération que l'état-major israélien déroule, mais probablement sans en connaître la phase ultime. Cet état-major doit régulièrement soumettre des options militaires à un cabinet de guerre potentiellement désuni, car composé de personnalités venant de camps politiques opposés. Ces tiraillements sont accentués par la position délicate du Premier ministre Benjamin Netanyahu qui doit concilier les attentes contradictoires de ses soutiens, à l'intérieur et à l'extérieur d'Israël. Ses principaux soutiens internes, politiquement situés au sein de la droite radicale et religieuse, appellent à une nouvelle colonisation de Gaza, voire à une expulsion des Palestiniens en dehors des frontières d'Israël². Ses principaux soutiens externes lui réclament à peu près exactement l'inverse. L'administration américaine préconise de respecter les droits humains, de protéger les populations civiles et de faire preuve de modération dans l'emploi de la force. Or, l'exécutif israélien a besoin des Etats-Unis pour leur appui logistique (poursuite de l'effort de guerre), ainsi que pour leur force de dissuasion diplomatique (blocage des résolutions contraignantes au Conseil de sécurité des Nations Unies). Depuis le 7 octobre, Netanyahu a réussi à maintenir cet improbable équilibre entre des points de vue contraires. Il a pour l'instant réussi à le faire en préservant l'ambiguïté et le secret sur l'état final recherché (les fameux « buts de guerre »). Par ailleurs, l'émotion causée par les attaques terroristes du 7 octobre par le Hamas, mais aussi la question des otages, ont eu tendance à repousser à plus tard la question de l'avenir de Gaza. A ce jour, faute de consensus politique, plusieurs sujets restent en suspens pour « le jour d'après » : occupation militaire de Gaza, mode de gouvernance (palestinienne ou israélo-palestinienne, comme en Cisjordanie), établissement d'une zone-tampon avec le territoire israélien, installation et répartition future de la population, etc. Ces options détermineront la phase finale du plan d'opérations, qui devrait être moins cinématique et plus orientée vers la stabilisation.

Gagner de la liberté d'action

Lors de la bataille de Grozny en 1995-96, les forces russes ont délibérément ciblé la population et les infrastructures civiles. Elles voulaient forcer la population à quitter la ville pour priver les unités tchéchènes de soutien. En 2017 aux Philippines, un millier de combattants de l'État Islamique ont résisté pendant cinq mois à un siège imposé par 20 000 militaires philippins, dans la ville de Marawi. C'est en pillant les ressources de la ville, mais aussi en enrôlant de force une partie de la population piégée à l'intérieur, que les jihadistes ont réussi à tenir si longtemps. De 2012 à 2016, les rebelles syriens ont attaqué et encerclé Alep-ouest, mais n'ont jamais réussi à la prendre, car la population leur était résolument hostile.

Lors des combats en milieu urbain, la population civile est un atout considérable pour les défenseurs et un véritable problème pour les attaquants. A Gaza, les civils ont été considérés par les forces israéliennes comme une entrave, dès le début des opérations terrestres. Tsahal a initialement concentré son offensive sur le nord de la bande de Gaza, en laissant penser à la population que le sud serait épargné. Les civils se sont massivement dirigés vers le sud, tandis qu'une campagne de bombardements et d'élimination des combattants du Hamas était conduite au nord du wadi Gaza. Hélas pour les civils, la campagne israélienne s'est ensuite concentrée sur le sud, les obligeant à se déplacer d'un quartier à l'autre, au gré des efforts tactiques de

² Itamar Ben Gvir, ministre de la Sécurité Nationale et chef du parti Force Juive, a posté sur son compte X : « Nous devons promouvoir la solution pour encourager la migration des résidents de Gaza » (1^{er} janvier 2024).

Tsahal. Le 1^{er} décembre 2023, l'état-major a diffusé une carte interactive de la bande de Gaza divisée en 620 quartiers numérotés, assortie d'instructions que les habitants devaient suivre pour échapper aux frappes aériennes et aux combats terrestres.

Il est inexact de dire que les forces israéliennes ne tiennent pas compte de la présence de civils dans leur zone d'opérations. Tsahal s'efforce de les évacuer, à chaque fois qu'une notification ou la mise en place d'un corridor sécurisé est possible. Mais la présence de civils ne constitue pas une ligne rouge pour la poursuite de leurs opérations. Si des victimes civiles sont à déplorer, Tsahal en rejette la responsabilité première sur le Hamas qui utilise la population pour se protéger (boucliers humains), et les infrastructures civiles pour s'y dissimuler.



Infographie utilisé par Tsahal pour démontrer l'instrumentalisation par le Hamas d'un hôpital de Gaza. (source : Forces de défense israéliennes).

L'état-major israélien recourt à différentes techniques pour prévenir la population civile juste avant de déclencher des frappes : messages et appels téléphoniques, tracts largués par les airs, frappes non-létales sur le toit d'un immeuble. Ces avertissements étant en général adressés aux riverains au dernier moment, ils peuvent apparaître comme dérisoires, voire inhumains. Les Israéliens estiment que des préavis plus importants seraient utilisés par le Hamas pour se mettre à l'abri, rendant ainsi la frappe inutile. Dans une perspective israélienne, ces avertissements préalables et ces déterminations de zones sûres exonèrent Tsahal d'une responsabilité vis-à-vis des populations civiles récalcitrantes : celles qui n'ont pas voulu (ou pas pu) quitter la zone d'opérations ne sont pas protégées. Cette règle de l'avertissement préalable n'est toutefois pas systématiquement observée. Bien qu'ils ne le reconnaissent pas officiellement, les Israéliens semblent aller plus loin dans l'acceptation des victimes civiles lorsque l'enjeu opérationnel est très important. Pour produire des dossiers de cibles en plus grand nombre, ils ont utilisé un système de fusion multi-données utilisant l'Intelligence Artificielle³. Cet outil technologique permet d'évaluer la probabilité de présence de civils dans une maison identifiée comme cible potentielle. La décision de traiter la cible, en acceptant une certaine probabilité de dommage collatéral, est néanmoins prise par le commandement (humain).

Depuis le début des opérations à Gaza, l'état-major israélien a recherché le maximum de liberté d'action au cours des premières phases de la campagne, qui ont été essentiellement cinétiques. Focalisé sur le déroulement du plan d'opérations en un temps limité, il a décidé d'accepter un certain degré de dommage collatéral, compte tenu de l'imbrication étroite entre le Hamas et son

³ Ce système, appelé Habsora (annonce, ou Evangile),

environnement. Les pertes civiles et les souffrances imposées à la population ont sans doute été considérées comme un mal nécessaire pour atteindre les objectifs opérationnels. Pourtant, on peut supposer que le commandement israélien ne vise pas seulement des objectifs tactiques, à travers ces déplacements de civils. Rappelons que la population est considérée comme le « centre de gravité » dans des opérations de ce type⁴. En interrogeant des situations où une puissance occupante a utilisé les déplacements de population dans un cadre anti-insurrectionnel, on peut envisager trois objectifs de niveau stratégique que les Israéliens peuvent également viser.

1) Détacher le Hamas de la population

La majorité des conflits armés contemporains se déroulent en ville, imposant aux belligérants une « guerre au sein des populations », dans laquelle la population est devenue le champ de bataille⁵. En milieu urbain, le risque de confusion est grand et il est difficile pour une armée régulière d'identifier les civils qu'elle combat des civils qu'il faut préserver. Lors des batailles de Grozny (1999-2000), Fallouja (2004), Mossoul (2016-2017), la force assaillante a globalement réussi à faire évacuer les civils après avoir encerclé la ville, et avant de progresser dans la ville quartier par quartier, immeuble par immeuble. Même si elle présente quelques limites (exfiltration de combattants parmi les colonnes de civils), cette tactique reste la plus efficace pour discriminer entre combattants et non-combattants.

À Gaza, cette approche ne fonctionne pas car le Hamas a mis en place une organisation politique et sociale dans laquelle il est imbriqué au milieu de la population, qu'il utilise pour se dissimuler, se ravitailler, recruter et obtenir du soutien. Surtout, les habitants n'ont pas la possibilité de sortir de l'enclave⁶. C'est sans doute pour contourner cette impasse que les forces israéliennes ont imposé à la population civile des mouvements incessants, contrevenant ainsi au droit international humanitaire. La destruction méthodique des infrastructures urbaines et du tissu social pousse les civils – même les plus récalcitrants – à quitter les zones de combat. La peur de mourir sous les bombes israéliennes est plus puissante que la peur du Hamas, qui cherche pourtant à empêcher la population de partir.

En contraignant les populations civiles à fuir les zones de combat, et en détruisant les zones résidentielles, Tsahal place le Hamas et le Jihad Islamique devant l'alternative suivante : continuer à combattre au milieu d'un environnement dévasté (ruines, gravats), sans bénéficier du soutien de la population ; ou se mêler aux colonnes de civils fuyant les combats, mais en abandonnant par la même occasion toute possibilité de se battre (plus d'armes, plus de cache, plus de communication avec leur hiérarchie et avec les autres activistes). Les militants du Hamas ont encore la possibilité de gagner les galeries souterraines, mais pour s'y réfugier plutôt que pour y combattre. Là encore, ils se détournent alors des civils, qui n'ont pas le privilège de

⁴ C'est ce qu'a soutenu David Galula (Contre-insurrection, théorie et pratique) comme d'autres théoriciens français : Hogard, Lacheroy, Trinquier.

⁵ L'expression de « guerre au sein des populations » est employée par Ruppert Smith dans *L'utilité de la force*, Paris, Economica, 2005, p. 3 (traduction française révisée de *The Utility of Force*, Londres, Alan Lane, 2005).

⁶ Le gouvernement égyptien a refusé d'accueillir les Palestiniens de Gaza, estimant que c'était à Israël de le faire.

se protéger dans les tunnels. Les bombardements israéliens ont ainsi pour effet induit de séparer Hamas et population civile⁷.

2) Contrôler et surveiller la population

Au cours de divers conflits post-coloniaux des années 1950-60, la puissance occupante a procédé à des déplacements forcés de communautés entières, pour mieux les contrôler une fois réinstallées ailleurs. Français comme Britanniques (entre autres) ont pratiqué cette politique en Algérie, Kenya, Indochine ou encore Malaisie⁸. Une fois réimplantées dans des « villages stratégiques » ou « villages protégés », les personnes déplacées faisaient l'objet d'un encadrement politique, économique et social. Ces programmes étaient destinés à isoler ces populations du risque de subversion et à garantir une plus grande docilité⁹. De telles politiques continuent à être mises en œuvre, hors du cadre colonial, par des États autoritaires soucieux de contrôler les communautés ethniques ou confessionnelles potentiellement déloyales. À cet égard, la situation des Ouïgours illustre les dérives que les nouvelles technologies peuvent produire quand elles sont appliquées à la surveillance de populations déplacées ou assignées à résidence.

À Gaza, les infrastructures urbaines sont tellement détruites qu'il faudra réinstaller la population dans des quartiers d'habitation totalement reconstruits. Cette reconstruction s'inscrira nécessairement dans un schéma directeur conçu par les Israéliens dans lequel les considérations sécuritaires primeront toutes les autres. Ce besoin de sécurité sera exprimé de manière particulièrement pressante par les citoyens israéliens vivant au voisinage de l'enclave. Ces communautés, dont certaines ont vécu des traumatismes, exigeront un certain nombre de garanties de sécurité de la part du gouvernement.

Celui-ci disposera de nombreux leviers pour contrôler les populations palestiniennes dans les quartiers reconstruits, afin d'éviter toute réédition du 7 octobre. Les Israéliens pourraient mettre en place des technologies de surveillance de masse pour contrôler les habitants, sur le modèle chinois¹⁰. Ils pourraient aussi déployer dans Gaza une extension du Dôme de fer, qui servirait d'alerte précoce pour les départs de projectiles. Enfin, ils pourraient superviser l'allocation des logements, afin de disposer de moyens de pression sur les habitants de Gaza.

3) Évacuer le problème à l'extérieur de Gaza

Les évacuations forcées de groupes ethniques ou confessionnels minoritaires ont été nombreux au cours du XX^e siècle, notamment en Europe : des communautés allemandes, balkaniques, hongroises, juives, polonaises, ukrainiennes ont été déportées afin de régler la « question des minorités » en Europe centrale et de constituer des États ethniquement homogènes. Le contexte de guerre accélère en général ce phénomène, à la fois encouragé par les belligérants et subi par les populations incitées à l'exode. C'est précisément le cas des Palestiniens, lors de la première guerre israélo-arabe (1948). La puissance qui organise ce transfert, souvent au nom du principe

⁷ Moussa Abou Marzouk, responsable du Hamas, a déclaré que les tunnels n'avaient pas été construits pour abriter la population civile (interview à la chaîne *Memri*, 30 octobre 2023).

⁸ En 1950, ce sont 500 000 Malais qui ont été déplacées, soit 10% de la population (plan Briggs).

⁹ Elie Tenenbaum, *Les déplacements de population comme outils de contre-insurrection : l'exemple du programme des hameaux stratégiques au sud-Vietnam*, *Guerres mondiales et conflits contemporains* 2010/3.

¹⁰ Les Israéliens utilisent déjà l'IA et la reconnaissance faciale pour la surveillance en Cisjordanie : Olivier Passot, *comprendre le Moyen-Orient par la donnée*, étude IRSEM 2022.

des nationalités, saisit souvent l'occasion de récupérer des territoires pour y installer des populations plus loyales et réduire le risque d'irréductibilité. C'est ce qu'a organisé l'Azerbaïdjan quelques semaines avant le 7 octobre, en provoquant l'évacuation forcée de la quasi-totalité de la population du Haut Karabakh.

Aujourd'hui, l'option consistant à expulser tout ou partie de la population palestinienne de Gaza vers d'autres pays arabes n'est défendue que par les courants les plus extrêmes de la droite israélienne. Ceux-ci la justifient par l'incompatibilité des deux populations (arabe et juive) à vivre ensemble. La charte du Hamas (qui méconnaît l'existence d'Israël), mais aussi le soutien majoritaire de la population palestinienne aux attaques terroristes du 7 octobre, attesteraient de cette incompatibilité.

Elle a pourtant bien été envisagée par le ministère du Renseignement, d'après l'ONG *Wikileaks*¹¹. Le scénario d'un transfert de la population gazaouie dans des villes nouvelles, construites dans le Sinaï égyptien, est décrit dans une note du 13 octobre 2023¹². Il s'agit bien d'un scénario possible et non d'un plan israélien, si on en croit les déclarations officielles et les propositions diffusées publiquement¹³. Toutefois, les opérations militaires ont – directement ou non – détruit la majorité des quartiers d'habitation, mais aussi les routes, écoles, zones commerciales, espaces agricoles, et même les réserves d'eau. Tout cela devra être reconstruit quand une nouvelle gouvernance sera en place, ce qui prendra sans doute des années. En attendant, la grande précarité dans laquelle vit la population palestinienne pourrait précipiter des scénarios que les courants israéliens les plus radicaux appellent de leurs vœux. Une épidémie ou une inondation pourrait provoquer une catastrophe humanitaire en raison du délabrement des infrastructures. L'émotion suscitée par le drame humain pourrait alors surmonter les résistances affichées par les États voisins à accueillir les Palestiniens sur leur sol. Un transfert de population, au moins partiel, serait finalement acté en raison des dévastations produites par la guerre.

En l'absence de vision clairement exprimée par le gouvernement israélien quant au « jour d'après », les scénarios les plus extrêmes apparaissent comme des options envisageables. Défendue par les plus radicaux, l'idée d'évacuer la population arabe de Gaza ne résoudrait pas les problèmes de sécurité pour Israël. L'installation de deux millions de Palestiniens dans le Sinaï créerait un futur foyer de radicalisation et de terrorisme. En outre, il exacerberait le sentiment anti-israélien et anti-occidental dans le monde musulman, alimentant durablement l'instabilité. L'option du Sinaï reste toutefois une éventualité, en cas d'urgence humanitaire. L'Égypte pourrait être contrainte d'accepter un transfert, au moins partiel, de population palestinienne sur son territoire, au prix de contreparties financières très significatives¹⁴. Il est

¹¹ Le ministère du Renseignement est chargé de coordonner l'action des agences de renseignement, mais aussi de produire de la recherche et des recommandations.

¹²

https://twitter.com/wikileaks/status/1719000849299407012?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Cwterm%5E1719000849299407012%7Ctwgr%5Ea2214b24f9f796a13f86271052c460ed1144ec36%7Cwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.liberation.fr%2Fchecknews%2Fque-contient-le-document-partage-par-wikileaks-selon-lequel-israel-prevoit-de-deplacer-les-habitants-de-gaza-vers-le-sinaï-20231031_7EHNI245HJBVXCMZV5LN5F3LTU%2F

¹³ Yoav Gallant, ministre de la défense, a dévoilé le 4 janvier un plan pour l'après-guerre. Celui-ci prévoit le maintien des 2,3 millions de Palestiniens à Gaza. Ce plan n'est pas validé par le cabinet de guerre.

¹⁴ L'Égypte affiche une dette extérieure considérable (164 G\$), alors que les revenus du canal de Suez ont chuté depuis les attaques des Houthis en mer Rouge.

par ailleurs peu probable que le Caire accepte l'occupation par Israël de l'axe Philadelphie, qui signifierait une perte de contrôle de sa frontière avec Gaza. En attendant l'établissement d'un État arabe, il convient d'établir une nouvelle gouvernance qui offre à la population palestinienne de Gaza des perspectives économiques et politiques, tout en garantissant la sécurité d'Israël. Pendant une phase transitoire, une force internationale – avec une composante arabe – pourrait être déployée à Gaza pour éviter le vide sécuritaire, piloter la reconstruction, mais aussi maintenir sous surveillance les éléments du Hamas encore présents. Le gouvernement israélien doit trouver une formule combinant une administration palestinienne acceptable (sans retour possible d'un « Hamastan ») sous supervision internationale. C'est ce à quoi travaillent pour l'instant plusieurs experts et chercheurs israéliens et palestiniens¹⁵.



¹⁵ Notamment ceux rattachés au think tank Economic Cooperation Foundation (ECF) basé à Tel-Aviv.